Suppressions d'emplois, non revalorisation de la valeur du point d'indice, régimes indemnitaires et avancements de carrières à la diète, rémunération au mérite, casse des statuts, dégradation des conditions de travail, impact de l'intelligence artificielle sur l'exercice des missions, réformes incessantes, fusions, restructurations, concentrations, externalisations, délocalisations…

Pour dire STOP, à l'appel des sections syndicales Solidaires, FO, CFDT et CGT de la DDFiP de Maine et Loire

Toutes et tous en grève le mardi 19 mars 2024 !

Manifestation à 11 heures place du Ralliement à Angers !

URGENCE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE :

TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES

APPELLENT A LA MOBILISATION LE 19 MARS

Les organisations syndicales de la fonction publique CFDT, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans une situation d'effondrement du niveau des rémunérations des agent·es publics.

Pour l'égalité salariale et professionnelle, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars sera une étape de mobilisation à laquelle nous apportons tout notre soutien.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « *d'historique* », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « *mérite* ».

Quelques semaines plus tard, il ajoute un plan de 10 milliards d'économies pour les ministères et les agent·es qui mettent en œuvre les politiques publiques. Les organisations syndicales dénoncent ces décisions, tant sur le fond que sur la forme. Les agentes et les agents ne sont pas dans l'attente du « *mérite* » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement de leur travail et qui soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions. Elles et ils sont aussi dans l'attente des moyens pour accomplir les missions qui sont les leurs dans de bonnes conditions, y compris dans l'intérêt des usagers·ères.

Pour mettre un terme à la spirale de stigmatisation et de dévalorisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique et refuser de subir une année blanche en matière salariale, les organisations syndicales décident d'une journée de mobilisation le 19 mars prochain et les appellent à se mobiliser par tous moyens y compris la grève.